

efforts que fait le gouvernement pour stimuler et accroître notre productivité. Bien d'autres choses qui préoccupent les gouvernements et les particuliers sont d'importance relativement mineure. La stabilité et l'accroissement de la productivité des entreprises canadiennes sont essentiels au maintien de notre capacité concurrentielle. Qu'on ne se fasse pas d'illusions sur les bienfaits de la négociation Kennedy et des accords tarifaires. Ils ne tarderont pas à créer une sérieuse désorganisation dans certains secteurs. Nombreuses seront les industries canadiennes qui, pour rester concurrentielles, devront se dégoûder. Inutile de parler de production, de placements ou de nouveaux programmes pour stimuler l'industrie si nous ne vendons ni ne consommons les produits de ces investissements ou de ces industries. Soyons sûr de pouvoir écouler profitablement nos produits.

Le ministre a parlé d'une augmentation du produit national brut en dollars courants d'environ 7 p. 100 par rapport à l'an dernier. Toutefois, étant donné le rythme actuel de l'augmentation du coût de la vie, cela représente en fait une augmentation d'environ 2 p. 100 en dollars constants. On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les indices des prix au consommateur et des prix de gros pour voir l'augmentation fantastique et effrénée du coût de la vie ces derniers mois. Le ministre avait bien raison de dire que cela constituait l'un de nos problèmes majeurs. En réalité, l'inflation pourrait faire perdre au dollar canadien et au Canada la confiance dont ils sont l'objet ce qui pourrait entraîner le retrait de ces investissements de capitaux étrangers dont nous avons tant besoin, au lieu d'un nouvel apport.

D'après le Bureau fédéral de la statistique, le coût de la vie a augmenté de 4.9 points de janvier à août, autrement dit, il est passé de 146 à 150.9. En août 1966 ce chiffre était de 144.9, donc il y a eu une augmentation de 6 points dans l'indice des prix au consommateur ces douze derniers mois. Le prix des denrées alimentaires a beaucoup d'importance pour chacun; or, les chiffres révèlent que son indice est passé de 148.1 à 151.2. Nous venons de finir un débat sur le coût du logement. L'indice en est passé de 163.6, en août 1966, à 171.8. Pour fins de comparaison, il était de 150 pour cette catégorie en 1963. En d'autres mots, depuis l'avènement du présent gouvernement, l'indice du coût du logement a monté de près de 22 points, soit quelque 15 p. 100. Est-il surprenant que nous ayons une crise du logement au Canada? Les gens commencent à croire que le gouvernement fait l'autruche

afin de ne pas voir les misères et les difficultés que le Canadien moyen doit surmonter pour se loger.

Je ne m'étendrai pas sur la majoration du taux d'intérêt. Il y a eu une légère baisse au printemps, ce qui a permis à la formule prévue dans la loi sur les banques d'être utile, mais depuis, le taux de l'intérêt n'a cessé de monter. La moyenne dont il est question dans la formule du taux d'intérêt LNH, c'est-à-dire le taux moyen sur les prêts du gouvernement, qui était de 6.10 p. 100 en septembre, indique où nous en sommes.

Le gouvernement actuel n'est pas le seul auquel l'émission d'obligations crée des difficultés. Les prêts de conversion et les besoins monétaires sont montés à un niveau record. Je vois encore feu le député de Welland debout dans cette Chambre au moment de la discussion sur les prêts de conversion, appuyé par ses collègues de l'opposition, en train de blâmer le ministre des Finances de l'époque, parce que les taux d'intérêt étaient de 4¼, 4½ et 4¾ p. 100. Maintenant, nous avons des taux réels qui dépassent 6 p. 100. Considérons un instant les obligations d'épargne du Canada. Elles n'appartiennent plus à la catégorie des obligations d'épargne. On les a utilisées comme prêts de conversion annuels, car il n'y a pas de limite au montant qu'on peut investir ou convertir. Quels sont les taux d'intérêt? En fait, ils s'établissent à environ 6 p. 100.

• (4.30 p.m.)

La ville d'Ottawa constitue un autre exemple d'une administration aux prises avec le financement de ses propres dépenses. Le conseil municipal a demandé la semaine dernière des soumissions à l'égard d'un programme de refinancement.

Les autorités municipales furent étonnées de constater que la meilleure offre était de 7.4 p. 100. Des organismes gouvernementaux comme l'Hydro-Québec, l'Hydro-Ontario et d'autres institutions semblables dépendent entièrement des émissions d'obligations dont les taux actuels peuvent atteindre 7 p. 100.

Le ministre a dit que les taux d'intérêt sont élevés aux États-Unis. Chose étrange, on n'a pas dévoilé, pendant le débat sur l'habitation, que le taux moyen pour les prêts domiciliaires, aux États-Unis, est de 6.4 p. 100; pourtant, nous, nous avons fixé à 8¼ p. 100 le plafond prévu dans la loi nationale sur l'habitation. Bien sûr, le taux sur les prêts ordinaires est monté à 8½ p. 100.

Une voix: Il est de 9 p. 100.